RIODD
Réseau International de Recherche sur les Organisations et le Développement Durable
RIODD 2016
Energie, environnement et mutations sociales
Dans le cadre du Bicentenaire
1816 2016
Du 6 au 8 juillet 2016
École des mines de Saint Etienne

Des systèmes alimentaires relocalisés plus durables : vers un accès à une alimentation de qualité pour tous.

Eléments de réflexions autour des solidarités alimentaires territorialisées en Bretagne

Julien NOEL
MCF contractuel en géographie, Université d'Angers
ESO-Angers, UMR 6590 ESO, Espaces et Sociétés, CNRS
11 bvd Lavoisier, 49045 Angers Cedex 1
julien.noel@univ-angers.fr

Catherine DARROT
MCF en sociologie, Agrocampus-Ouest - Département MILPAT
ESO-Rennes, UMR 6590 ESO, Espaces et Sociétés, CNRS
65 rue de Saint-Brieuc, 35000 Rennes
catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr

Résumé

L'objet de notre contribution propose une réflexion autour de la durabilité (sociale) de l'alimentation, à partir notamment des résultats de la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne entre 2013 et 2015 autour des solidarités alimentaires territorialisées. Dans un contexte de relocalisation en matière d'approvisionnement du dispositif de l'aide alimentaire d'une part, et de « démocratisation » des circuits courts alimentaires d'autre part, notre recherche explore la multiplicité et la diversité de ces initiatives de reterritorialisation alimentaire qui s'opèrent et/ou se construisent actuellement sur le territoire régional breton (jardins partagés, groupements d'achats, épiceries…). Identifier, mutualiser et analyser ces expérimentations entrepreneuriales et associatives permet plus largement de réfléchir et de questionner les différents leviers d'action visant à promouvoir plus de justice et/ou de démocratie alimentaire.

Mots-clés : Démocratie/justice alimentaire, aide alimentaire, circuits courts, solidarités territoriales, Bretagne

Abstract

The aim of this contribution proposes a reflection about (social) food sustainability, from particular results of research-action named SOLALTER led in Britanny between 2013 and 2015 on territorialized food solidarities. In a context of device food aid relocalisation provisioning on one hand, and short food supply chains "democratization" on the other hand, our research explores the multiplicity and the diversity of these reterritorialisation food initiatives, which take place and/or build now in regional Brittany territory (shared garden, purchasing group, grocer's shop...). Identify, mutualize and analyze these entrepreneurial and associative experiments allows more widely to reflect and question the various actions levers to promote more food justice and/or democracy.

Key-words: Food democracy/justice, food aid, short food supply chains, territorialized solidarities, Britanny

Des systèmes alimentaires relocalisés plus durables : vers un accès à une alimentation de qualité pour tous.

Eléments de réflexions autour des solidarités alimentaires territorialisées en Bretagne[1]

Résumé

L'objet de notre contribution propose une réflexion autour de la durabilité (sociale) de l'alimentation, à partir notamment des résultats de la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne entre 2013 et 2015 autour des solidarités alimentaires territorialisées. Dans un contexte de relocalisation en matière d'approvisionnement du dispositif de l'aide alimentaire d'une part, et de « démocratisation » des circuits courts alimentaires d'autre part, notre recherche explore la multiplicité et la diversité de ces initiatives de reterritorialisation alimentaire qui s'opèrent et/ou se construisent actuellement sur le territoire régional breton (jardins partagés, groupements d'achats, épiceries…). Identifier, mutualiser et analyser ces expérimentations entrepreneuriales et associatives permet plus largement de réfléchir et de questionner les différents leviers d'action visant à promouvoir plus de justice et/ou de démocratie alimentaire.

Introduction

Paniers solidaires, jardins partagés, ateliers participatifs de transformation, approvisionnement local des dispositifs d'aide alimentaires,... Les initiatives solidaires pour rendre accessible à tous une alimentation locale de qualité émergent depuis plusieurs années sur divers territoires. En France, ils font ainsi l'objet de multiples recueils d'expériences, comme l'illustrent les recensements nationaux de la FNAB (Touret et al., 2011) ou du RRF (2010), ou des études plus « régionales » émanant de services déconcentrés de l'État – IREPS en Languedoc-Roussillon (Le Bihan et al., 2014), DRAAF de Rhône-Alpes (Mazon, 2012) – ou bien encore de divers réseaux associatifs tels que Voisins & Citoyens en Méditerranée (Paturel, 2010a) ou

[1] Cet article est une version remaniée d'un article soumis en février 2016 à la revue *Anthropology of Food* pour un numéro spécial « Alimentation et mouvements sociaux » coordonné par G. Pleyers et M. Delabarre.

Bleue comme une orange (2012) dans l'agglomération toulousaine[2], etc. Toutefois, si ces dynamiques de territorialisation de solidarités alimentaires semblent amorcer un renouvellement des liens entre le monde agricole et le monde social, celles-ci n'ont pour n'autant pas (encore) faire l'objet d'analyses approfondies, à l'exception de certains travaux précurseurs sur l'approvisionnement local d'antennes alimentaires (les Restos du cœur dans l'Hérault, cf. Le Velly et Paturel, 2013 ; Paturel, 2012) ou sur le réseau d'épiceries sociales et solidaires (projet ECOALES-Uniterres[3,] cf. Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne, 2012).

L'objet de notre contribution porte donc sur les articulations et les interactions entre plusieurs mouvements engagés dans le champ d'une alimentation responsable, locale et solidaire sur le territoire breton. Deux constats ont justifié notre démarche : d'une part, les dispositifs d'aide alimentaires peinent à mobiliser les produits agricoles de leurs territoires d'action et à contribuer à stabiliser la prise d'autonomie socio-économique de « leurs » bénéficiaires ; d'autre part, les démarches de circuits courts alimentaires pâtissent – souvent en dépit du souhait et des efforts des porteurs de projet - d'un manque de démocratisation sociale et équitable et réfléchissent de plus en plus aux moyens d'y pallier. À l'instar d'autres expériences interventionnelles régionalisées – Languedoc-Roussillon (Paturel 2013 ; 2010b) et Poitou-Charentes / Aquitaine (Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne 2012) –, le projet de recherche-action SOLALTER (SOLidarités Alimentaires TERritorialisées, 2012-2014)[4] a ainsi souhaité contribuer à ce débat en cherchant à comprendre comment ces initiatives

[2] FNAB : Fédération nationale d'agriculture biologique // RRF : Réseau rural français // IREPS : Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé // DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

[3] La recherche interventionnelle « Empowerment, comportement alimentaire et économie solidaire » associe le monde de l'économie solidaire – l'intervention Uniterres porté par l'ANDES – et le monde de la recherche (sociologie, anthropologie, économie et épidémiologie nutritionnelle). Pour plus d'informations, cf. URL : http://www.epiceries-solidaires.org

[4] Le projet SOLALTER a été soutenu par la Région Bretagne (Appel à projet Ascosc, (2013 2014), la Fondation de France & Fondation Carasso (2014-2015), le FEADER (*via* le Réseau Rural Breton en 2013).

peuvent se compléter et permettre ainsi un meilleur accès à une alimentation de qualité pour tous en Bretagne.

Mobilisant l'Unité Pédagogique « Sciences Humaines et Territoire » d'Agrocampus Ouest ainsi que les CIVAM de Bretagne, cette recherche s'est centrée sur les initiatives de solidarités alimentaires montrant un lien avec leur propre territoire d'action. Plus précisément, le projet SOLALTER a souhaité analyser les caractéristiques et les trajectoires d'initiatives développées ces dix dernières années en Bretagne. Pour ce faire, trois questions ont animé cette recherche-action : Comment décrire et caractériser ces initiatives ? Quelles sont les constantes observées ? Quelles potentialités de mise en réseau et de lisibilité de ces initiatives ?

Concrètement, notre démarche méthodologique a d'abord consisté en une acquisition de connaissances, au travers d'enquêtes qualitatives menées afin de réaliser des diagnostics territoriaux sur chaque département breton (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014). Une capitalisation des données a par la suite été réalisée afin de proposer un panorama détaillé des 43 initiatives (sous formes de fiches individuelles) ainsi qu'une analyse plus prononcée d'une dizaine d'entre elles (sous formes de monographies). Parallèlement, une mutualisation d'expériences entre les différents acteurs, sous formes de comités de pilotage départementaux ou de journées d'échanges régionales ont permis de nourrir les réflexions engagées (Darrot *et al.*, 2013 ; 2015)[5].

Dans une première partie, nous présentons le contexte dans lequel s'est déroulé notre recherche-action centrée sur un diagnostic territorial des initiatives de solidarités alimentaires

[5] Le site internet du projet SOLALTER regroupe l'ensemble des ressources sur les systèmes alimentaires solidaires en Bretagne telles que : les fiches de 43 initiatives en Bretagne, des comptes rendus de réunions et de communications, des exemples d'autres projets de recherche-action sur le sujet… Plus d'informations sur : http://www.projet-solalter.org

en Bretagne. Nous examinons par la suite plus en détail certaines de ces initiatives afin d'en révéler les indicateurs caractéristiques de leurs formes et de leurs fonctionnements, que nous discutons enfin dans une dernière partie à l'aune d'enseignements plus généraux quant au jeu de constantes et aux enjeux-clés auxquels restent confrontés ces initiatives.

1 : Un diagnostic territorial des initiatives de solidarités alimentaires en Bretagne

Les initiatives étudiées dans le projet SOLALTER se situent au croisement de deux logiques, souvent peu compatibles dans leur philosophie et dans leur fonctionnement, mais que nous avons délibérément cherché à combiner :

- une logique initiée par la puissance publique représentée par les dispositifs d'aide alimentaire qui cherchent à relocaliser leur approvisionnement ;

- une logique locale portée par des citoyens et matérialisée par des expériences de démocratisation de systèmes alimentaires territorialisés eux-mêmes en pleine expansion.

1.1 : Un dispositif de l'aide alimentaire en France en chamboulement

L'objectif ici n'est pas de revenir dans le détail sur l'état d'insécurité ou de précarité alimentaire ni sur le fonctionnement de l'aide alimentaire en France, largement décrit et analysé par d'autres (cf. entre autres Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Birlouez, 2009, César, 2008). Schématiquement, le dispositif de l'aide alimentaire concerne en France près de 3 millions de bénéficiaires par an. Inscrit dans un processus de filière longue institutionnalisée (cf. figure 1), celui-ci dépend de trois sources principales : le Fond européen

d'aide aux plus démunis (FEAD, ex-PEAD6), le Plan national d'aide alimentaire (PNAA) et enfin de produits de retraits et autres dons défiscalisés de la part d'entreprises de l'agro-alimentaire et/ou de particuliers. Ce dispositif a toutefois beaucoup évolué ces dernières années ; depuis 2013 sont venus s'ajouter aux quatre antennes « historiques » agréés pour la collecte, la ramasse et/ou l'achat de ces denrées (Banque alimentaire, Restos du Cœur, Secours populaire, et de façon moins important la Croix Rouge), plusieurs autres organismes distributeurs, comme par exemple le réseau de l'Association nationale de développement des épiceries solidaires (ANDES) ou la Fédération nationale des Paniers de la Mer par exemple.

L'analyse partagée de ce dispositif de l'aide alimentaire à la « française » fait globalement ressortir plusieurs éléments. Ainsi les populations précaires « bénéficiaires » de cette aide alimentaire sont bien souvent déjà confrontées à de réelles et profondes difficultés (coût financier élevé, méconnaissance culinaire des produits, manque de temps...) qui renforcent cet éloignement en termes d'accès aux aliments locaux de qualité. Le fonctionnement même de ce dispositif révèle également la quasi inexistence d'ancrage local dans les produits servis, un réel déficit en produits frais (fruits et légumes, viandes...) ainsi que l'absence de liberté de choix des produits pour des populations « bénéficiaires » qui doivent donc consommer ce qui leur est offert. Certains auteurs sont donc amenés à penser estiment que ce dispositif encourage (plus ou moins sans le vouloir) une certaine logique d'instrumentalisation de l'alimentation des populations « précaires » assujettie à la (seule) logique économique du « don » (Paturel, 2013 ; Birlouez, 2009 ; Amistani et Terrolle, 2008). Néanmoins, afin d'élargir leurs sources et offrir davantage de produits frais, certains organismes ont commencé à expérimenter une diversification de leur approvisionnement en le relocalisant.

[6] Le PEAD est un programme qui redistribue les stocks d'interventions de l'Union européenne (essentiellement riz, blé, lait, viande bovine) à diverses associations et antennes alimentaires.

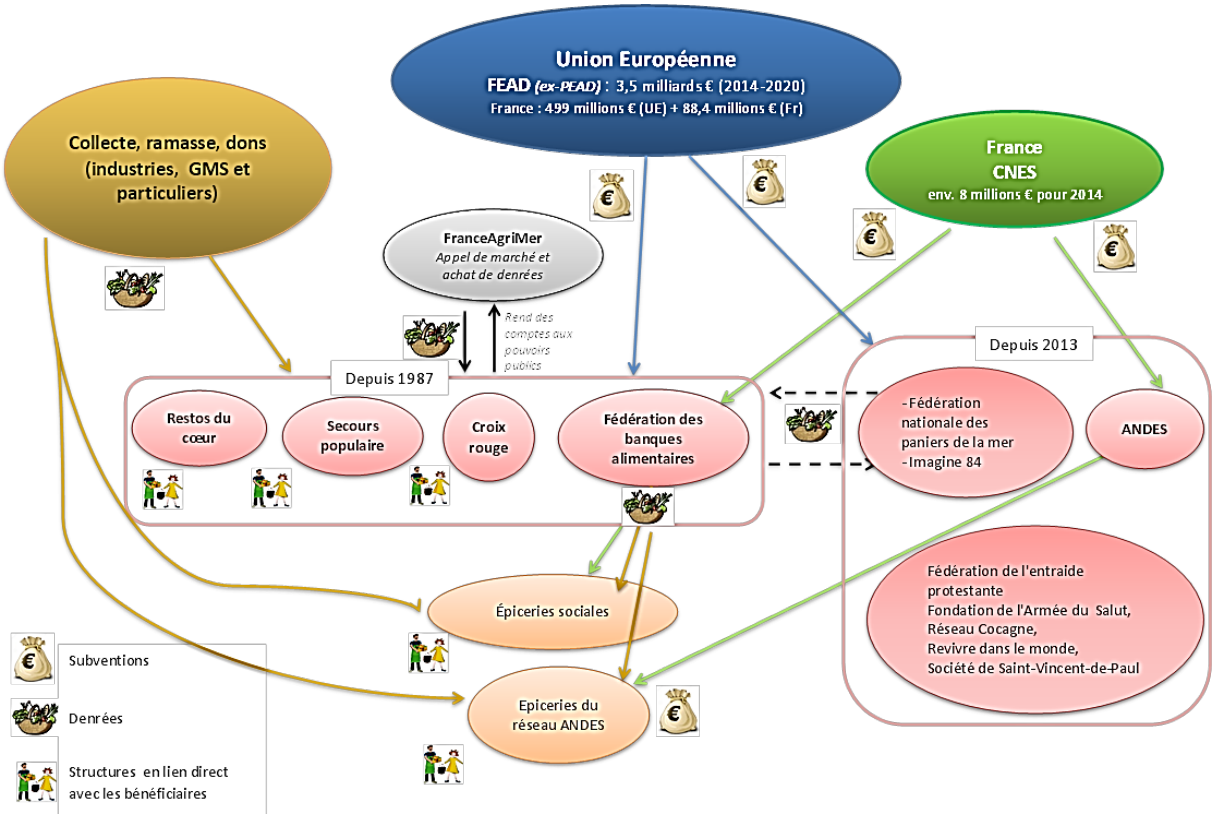


Figure 1 : Une logique « globale » portée par la puissance publique : le dispositif de l'aide alimentaire en France
Sources : Gautier, 2014 (d'après Paturel, 2013).

D'un autre côté, les systèmes alimentaires territorialisés et les circuits courts alimentaires se multiplient et se consolident depuis 2000 en France. En Bretagne, parmi ces initiatives, nous observons une explosion des dynamiques collectives (paniers, magasins de producteurs, groupement pour la restauration collective…), celles-ci étant quasiment multipliées par 8 au cours de la période 2007-2013 par (Berger et Guesdon, 2013). Si ces initiatives ont un impact significatif sur les territoires, nous constatons toutefois une surreprésentation de population aisée parmi les publics qui en bénéficient, en Bretagne comme dans le reste de l'hexagone, et qui tendraient ainsi pour certains à renforcer des processus de gentrification tant urbaine que rurale (entre autres Loisel *et al.*, 2014 ; Richard *et al.*, 2014). Dans ce contexte, nous avons cherché à inventorier et décrire des initiatives variées de solidarités alimentaires en circuits

courts rencontrées sur le territoire breton et, tout particulièrement celles qui visaient à élargir l'accessibilité des produits locaux.

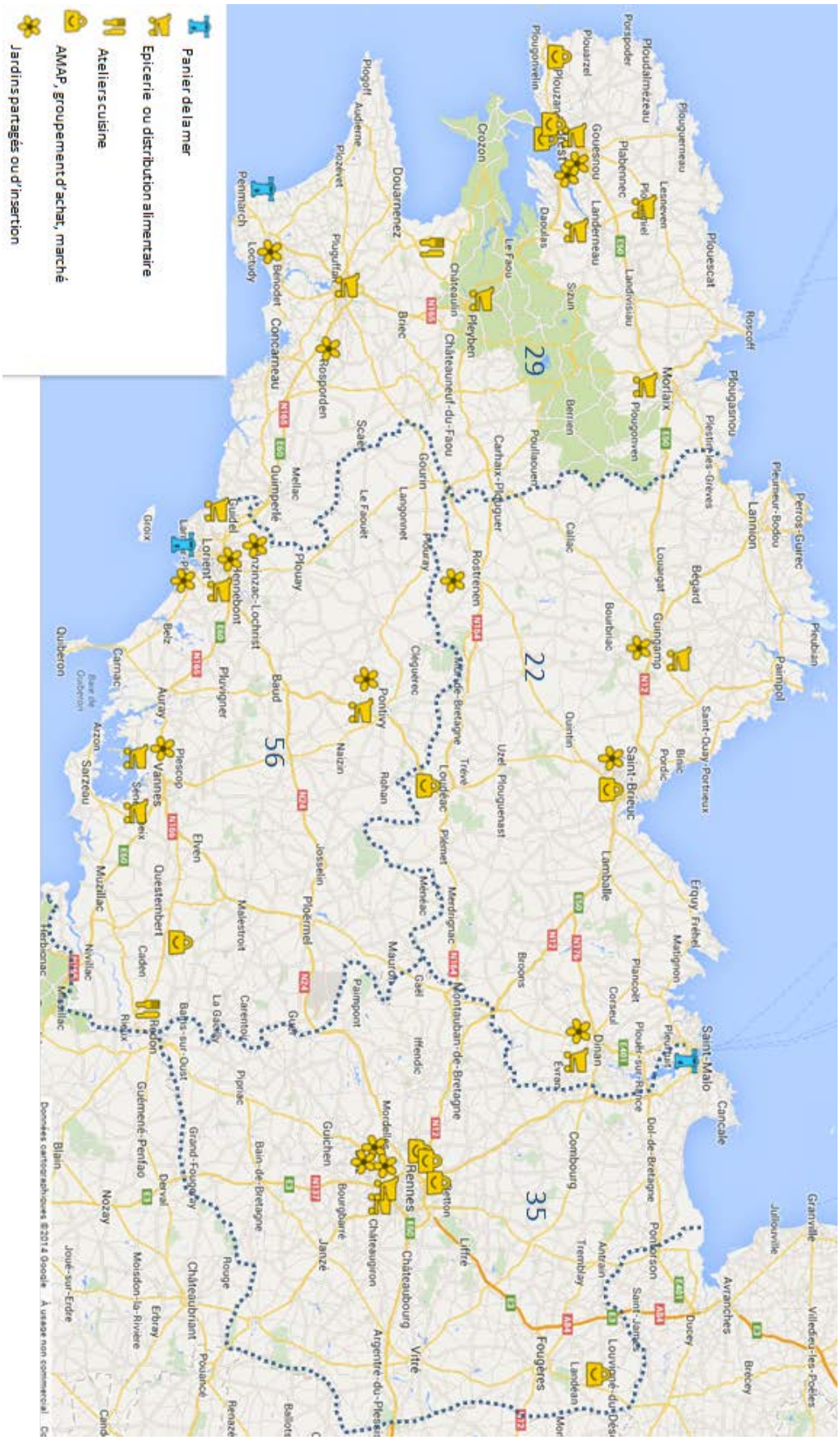
1.2 : L'identification de dynamiques territoriales de solidarités alimentaires

Dans le cadre de notre recherche-action, nous avons inventorié de manière aussi exhaustive que possible les initiatives cumulant deux caractéristiques : un accès à l'alimentation des personnes les moins favorisées économiquement et socialement ; la mobilisation de produits agricoles produits sur le territoire où ils seront consommés. S'appuyant notamment sur des travaux d'étudiants de niveau Master chargés de réaliser un diagnostic territorial assez fin de ces initiatives pour chaque département breton (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014), le projet SOLALTER a permis d'identifier 43 initiatives en Bretagne, comme l'illustre la figure 2 ci-après.

Ce panorama montre un éventail varié de formes d'initiatives de solidarités alimentaires : des dispositifs de distribution alimentaire gratuite ou à prix très subventionnés mis en place par les 4 grandes antennes nationales de l'aide alimentaire ; des épiceries sociales ou solidaires qui ont amorcé une démarche d'approvisionnement incluant des produits frais du territoire (en général des fruits et légumes). Cet inventaire permet également d'identifier des initiatives citoyennes partiellement ou totalement organisées autour de produits alimentaires locaux, et le plus souvent sans intervention initiale de la puissance publique dans leur conception (ce qui n'interdit pas le subventionnement par ailleurs) telles que des ateliers cuisine, centrés sur la dimension sociale de l'activité alimentaire ; des groupements d'achat (paniers, AMAP, marchés…), fondés sur le contact direct entre producteurs et consommateurs ; des jardins collectifs, partagés ou d'insertion, fondés sur le principe d'autoproduction alimentaire... Il souligne enfin les différents lieux dans lesquels ces initiatives s'arriment ainsi que la pluralité

d'acteurs que celles-ci mobilisent. En effet, la majorité des initiatives identifiées reste située autour des grandes agglomérations, même si certaines villes moyennes et quelques bourgs ruraux abritent également des initiatives. Enfin, ces initiatives sont portées selon les cas par des associations, individus (producteur…), coopératives.... Les collectivités territoriales – notamment les communes – sont souvent impliquées directement (épiceries…) ou indirectement (mise à disposition de foncier, de locaux...).

Figure 2 : Une logique locale portée par des citoyens : panorama des 43 initiatives de solidarités alimentaires recensées en Bretagne entre 2012 et 2014 Sources : Gautier, 2014.


Panier de la mer
Epicerie ou distribution alimentaire
Ateliers cuisine
AMAP, groupement d'achat, marché
Jardins partagés ou d'insertion
29
22
56
35
Brest
Quimper
Lorient
Vannes
Saint-Brieuc
Saint-Malo
Rennes
Fougères
Morlaix
Dinan
Redon
Pontivy
Châteaulin
Carhaix-Plouguer
Guingamp
Lannion
Plouescat
Douarnenez
Concarneau
Quimperlé
Hennebont
Auray
Pluvigner
Ploërmel
Josselin
Montauban-de-Bretagne
Combourg
Dol-de-Bretagne
Pontorson
Vitré
Châteaubourg
Châteaugiron
Janzé
Bain-de-Bretagne
Guichen
Liffré
Fougères
Landerneau
Landivisiau
Plouzané
Plougonven
Bourbriac
Callac
Rostrenen
Loudéac
Lamballe
Erquy
Cancale
Dinard
Saint-Malo
Avranches
Granville
Ploudalmézeau
Plouguerneau
Lesneven
Plabennec
Ploudaniel
Daoulas
Le Faou
Sizun
Crozon
Pleyben
Châteauneuf-du-Faou
Berrien
Poullaouen
Scaër
Gourin
Le Faouët
Langonnet
Pleyben
Briec
Rosporden
Concarneau
Pont-Aven
Melgven
Guilvinec
Pont-l'Abbé
Penmarch
Plozévet
Pouldreuzic
Plogoff
Audierne
Locronan
Plonéour-Lanvern
Guiscriff
Scaër
Melrand
Quistinic
Inzinzac-Lochrist
Ploemeur
Groix
Belz
Quiberon
Carnac
Baie de Quiberon
Arzon
Sarzeau
Muzillac
Nivillac
Elven
Questembert
Caden
Rieux
Redon
Bains-sur-Oust
Guémené-Penfao
Blain
Nozay
Derval
Grand-Fougeray
Pipriac
Maure-de-Bretagne
Gaël
Mauron
Ploërmel
Malestroit
Carentoir
La Gacilly
Guer
Paimpont
Iffendic
Mordelles
Chartres-de-Bretagne
Bruz
Chavagne
Cesson-Sévigné
Betton
Liffré
Gévezé
Saint-Méen-le-Grand
Montfort-sur-Meu
Maxent
Mauron
Merdrignac
Uzel
Plouguenast
Corseul
Plancoët
Plouër-sur-Rance
Pleurtuit
Saint-Lunaire
Dol-de-Bretagne
Tremblay
Antrain
Saint-James
Ducey
Louvigné-du-Désert
Landéan
Brécey
Villedieu-les-Poêles
Pleubian
Paimpol
Saint-Quay-Portrieux
Binic
Pordic
Plouha
Lanloup
Pléguien
Pommerit-Jaudy
Plougrescant
Tréguier
Lézardrieux
Pleumeur-Bodou
Perros-Guirec
Trégastel
Plestin-les-Grèves
Plougasnou
Roscoff
Saint-Pol-de-Léon
Carantec
Morlaix
Plougonven
Berrien
Huelgoat
Carhaix-Plouguer
Poullaouen
Callac
Bourbriac
Guingamp
Bégard
Louargat
Rostrenen
Uzel
Quintin
Lamballe
Erquy
Plédran
Trémuson
Saint-Brieuc
Binic
Pordic
Saint-Quay-Portrieux
Paimpol
Pleubian
Lannion

2 : Focus sur 8 initiatives de solidarités alimentaires en Bretagne

Afin d'affiner la lecture des caractéristiques, de la variabilité et des facteurs de réussite de ces initiatives, nous avons choisi de focaliser l'analyse sur 8 initiatives « symboliques » choisies à la fois pour leur dynamisme, leur caractère illustratif et représentatif ainsi que leur complémentarité : ce panel reflète la variété régionale des formes de solidarité alimentaires mobilisant des produits locaux sur le territoire breton.

2.1 : Les 8 initiatives SOLALTER « symboliques »

Parmi les huit initiatives sélectionnées, trois d'entre elles s'inspirent de groupements d'achats solidaires : *l'AMAP Monde du Blosne* à Rennes (département 35), *le Cabas des champs* à Brest (dép. 29) et *le Marché ô p'tits légumes* à St-Brieuc (dép. 22). L'installation de ces groupements dans les quartiers plus populaires, la collaboration avec des services sociaux, l'éducation à l'alimentation auprès de publics plus diversifiés, semblent être des réponses particulièrement usitées dans les stratégies de démocratisation amapienne. Dans la pratique, Mundler (2013) recense ainsi trois principaux mécanismes de solidarité amapien, effectivement bien illustrés ici : étalement des paiements, prix de paniers différenciés, paniers subventionnés dans le cadre d'une organisation avec des services sociaux. Des expériences sur les Groupes d'achats communs (GAC) ou solidaires (GAS) analysées en Belgique (Hubeaux, 2011) ou recensées ailleurs en Europe (Pleyers, 2011) soulignent en outre les valeurs d'autogestion et de convivialité véhiculées par ces logiques coopératives de consommation alternative auxquelles les initiatives décrites ici souscrivent également.

Trois autres initiatives s'inscrivent dans la dynamique plus générale des jardins collectifs : *le Jardin de la Rencontre* à St Brieuc (dép. 22), *Optim' Services* affilié au réseau des Jardins de

Cocagne à Riantec (en face de Lorient, dép. 56) et le Jardin partagé de Bruz en périphérie rennaise (dép. 35). La dénomination usuelle de « jardins collectifs » regroupe dans leur diversité (de formes, de publics, de fonctionnalités...) les jardins familiaux, les jardins partagés, les jardins pédagogiques et les jardins d'insertion. Ces lieux se complètent souvent de plateformes d'activités qui vont bien souvent au-delà de la seule fonction de jardinage (ateliers cuisine, bricolage...). Outre leur vocation initiale de formation ou de sensibilisation sur les moyens de production alimentaire, ces jardins jouent un rôle dans le domaine de l'inclusion sociale grâce à l'attention portée à la convivialité. Ils sont aussi fréquemment identifiés comme des lieux engagés, dans le domaine de l'urbanisme autour de la « fabrique » du quartier et de l'habiter « durable », ou dans le domaine agrobiologique autour de la préservation d'une certaine micro-biodiversité à l'échelle de la parcelle (D'Andréa et Tozzi, 2014 ; Der Hartigh, 2013 ; Pourias *et al.*, 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

Les deux dernières initiatives de notre panel, *l'Amicale laïque de St Yvi* (dép. 29) et *l'Epicerie solidaire de Lorient* (dép. 56) se rapprochent davantage des dispositifs de relocalisation mis en oeuvre par les grandes antennes de l'aide alimentaire. La première s'appuie, de manière assez atypique, sur un noyau de bénévoles de la commune finistérienne de St Yvi qui organise la culture de « légumes à soupe » (pommes de terres, carottes, poireaux, oignons) de manière à satisfaire gratuitement les besoins annuels des antennes alimentaires de Quimper. Ce noyau de bénévoles mobilise également un large réseau de ressources professionnelles (coopératives, agriculteurs) et citoyennes (une large part des habitants de la commune) lors de la préparation des cultures et leurs récoltes. L'épicerie solidaire de Lorient illustre pour sa part le fonctionnement des épiceries sociales. De statut associatif ou gérées par les Centres communaux d'action sociale (CCAS) – notre cas ici –, ces épiceries permettent à des personnes en situation de précarité d'acheter une gamme de produits (dont parfois des fruits et

des légumes frais et locaux) à moindre coûts (de 10 à 20 % des prix affichés). Elles cherchent surtout à lutter contre la stigmatisation économique et sociale des publics qui les fréquentent en leur permettant à la fois le maintien du geste symbolique du paiement ainsi que du libre choix des produits que ceux-ci désirent consommer (Delavigne, 2012 ; Birlouez, 2009).

2.2 : Les formes et le fonctionnement caractéristiques des initiatives SOLALTER « symboliques »

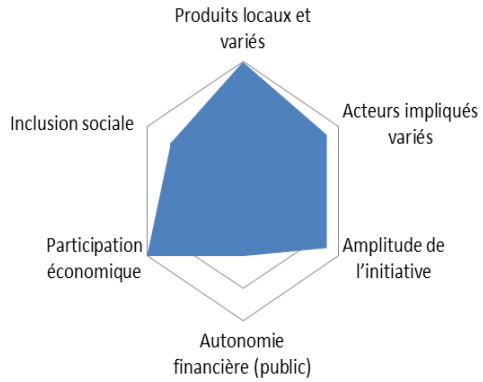
Notre étude de nos 8 initiatives se poursuit par une analyse plus détaillée de leurs formes et de leurs fonctionnements. Des monographies sur chacune de ces initiatives ont été rassemblées par les étudiants de M1 et M2 (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al*., 2014 ; Gautier, 2014) à partir d'une grille progressivement établie par les chercheurs du projet par cumul d'observations. De manière itérative au fil du cumul des descriptions d'initiatives, nous avons élaboré un jeu de 6 indicateurs (tableau 1) à même de refléter à la fois leurs caractères distinctifs et les points-clés de leurs stratégies de fonctionnement. Ces indicateurs visent à mettre en évidence les principaux paramètres caractérisant les structurations respectives des 8 initiatives de notre panel. Pour chaque indicateur, une échelle de 1 à 5 a été établie à partir des situations extrêmes empiriquement observées. Précisons qu'une note minimale ou maximale ne reflète aucun jugement de valeur, de réussite ou d'échec : l'indicateur permet de mesurer des écarts de situations entre des choix d'initiatives ou de démarches aux logiques très variées, et finalement complémentaires à l'échelle des besoins du territoire.

L'ensemble de nos résultats sont ainsi représentées graphiquement sous forme de radars (figure 3).

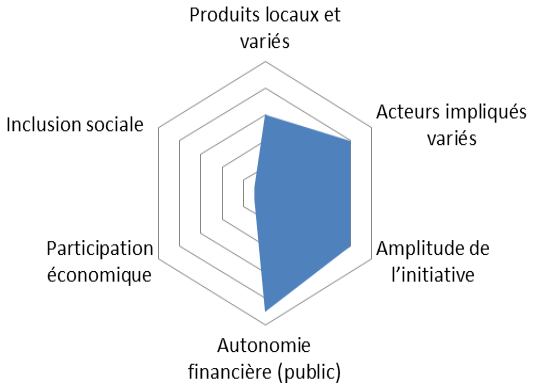
Indicateurs	Pondération minimum	Pondération maximum
Variété des produits et proportion de produits locaux	Produits lointains Conserves, pas de frais Peu de types de produits Pas de label qualité	Produits locaux, de saison Qualité (label bio…) Variété (plusieurs types de fruits, de légumes…)
Variété des acteurs impliqués	Seulement les bénéficiaires et les porteurs de projet	Plusieurs catégories de partenaires : ville, porteurs de projets, CCAS, bénéficiaires, entreprises, GMS, antennes aide alimentaire, financeurs publics, associations…
Effet de taille et d'ancrage de l'initiative	Faibles volumes en produits (notamment locaux) Faible nombre de publics touchés (moins de 10) Faible ancrage de l'initiative	Nombre important de bénéficiaires (plus de 50) Part relative de produits locaux (Plusieurs centaines de kg et/ou tonnes an) Ancrage territorial élevé (produits du territoire pour le territoire)
Degré d'autonomie à l'égard des soutiens publics	Forte dépendance financière à l'égard du soutien public (démarrage du projet, pérennité du projet...)	Peu ou pas de mobilisation d'argent public Panel de financeurs publics ponctuels et diversifiés Coup de pouce financier public puis prise d'autonomie
Degré de participation économique du bénéficiaire au produit	Aucune ou faible contribution du bénéficiaire à la valeur, à la collecte, la production ou à l'élaboration du produit	Autoproduction, contribution active à la collecte (don, récupération…), paiement des denrées
Degré d'inclusion sociale des bénéficiaires via l'initiative)	Forte différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Faible participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative	Faible différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Forte participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative

Tableau 1 : Grille d'indicateurs et échelles de notation caractérisant les 8 initiatives SOLALTER en Bretagne

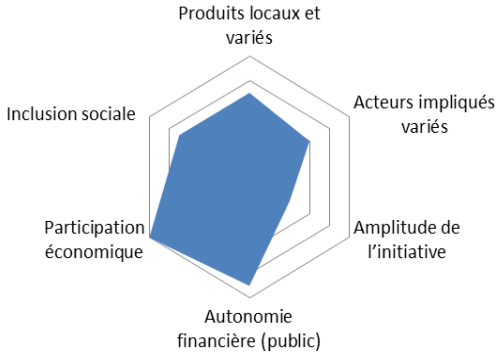
Optim' services 56



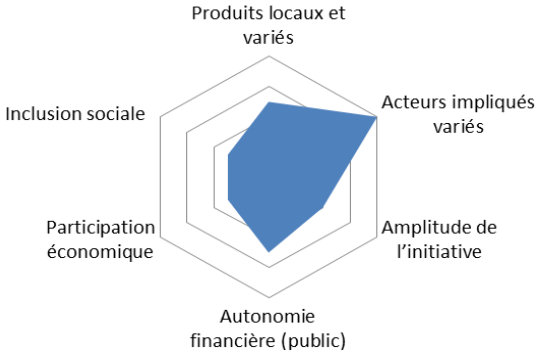
Saint Yvi 29



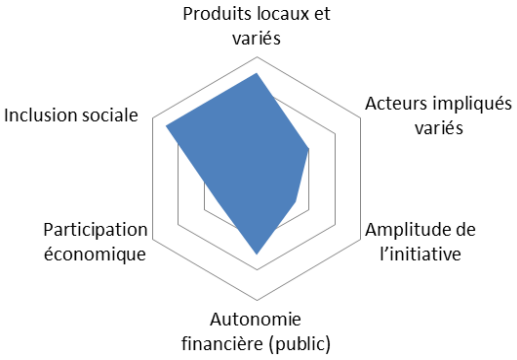
Jardin de la rencontre 22



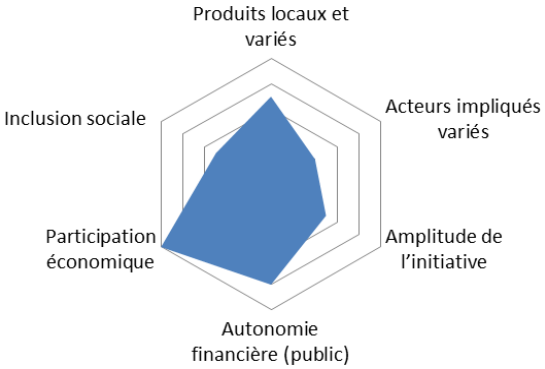
Marché ô p'tits légumes 22



AMAP du Blosne 35



Jardin partagé de Bruz 35



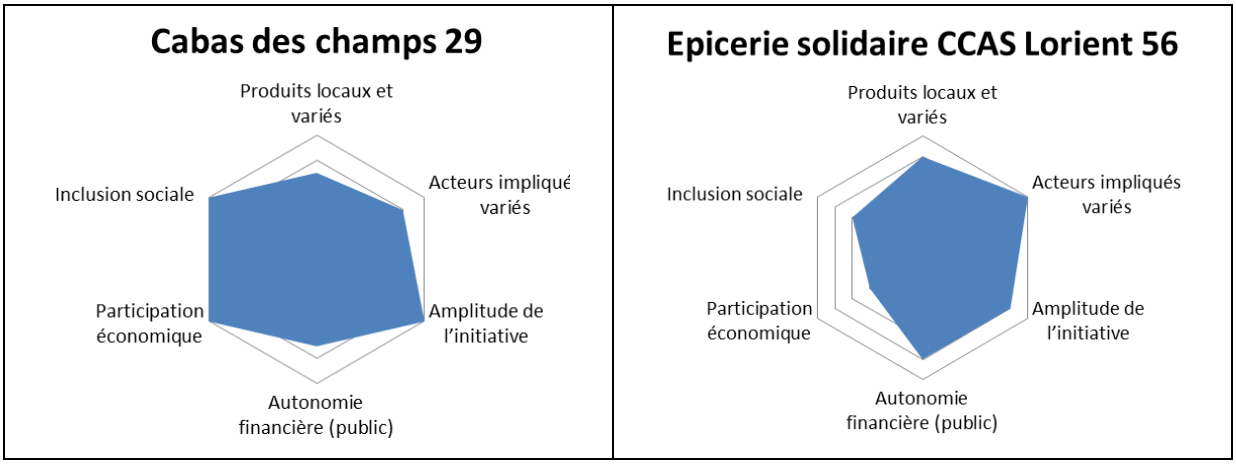


Figure 3 : Une analyse par radars de 8 initiatives représentatives des solidarités alimentaires en Bretagne
Sources : Chrétien, 2012 ; Le Coq ; 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014.

Les radars ci-dessous offrent une image contrastée de notre panel, et à travers lui des initiatives de solidarité alimentaires territorialisées observées en Bretagne.

- Certaines initiatives se révèlent performantes sur les indicateurs liés à la notion de territoire : recours élevé aux produits locaux, portée territoriale importante de l'initiative, grand nombre d'acteurs impliqués. Cette portée territoriale importante semble néanmoins s'établir au prix soit de l'autonomie financière des bénéficiaires, soit de leur inclusion sociale, soit de l'initiative elle-même : la portée en volumes et en espaces de l'initiative plus importante pénalisant les performances de celle-ci en termes d'inclusion socio-économique de chaque bénéficiaire.

- D'autres initiatives ont prioritairement au contraire fait porter l'effort vers les enjeux sociaux que sont l'inclusion sociale et économique des bénéficiaires. Les formes adoptées se révèlent alors moins efficaces sur d'autres aspects, en particulier l'amplitude de l'initiative (volumes alimentaires et/ou nombres de bénéficiaires réduits). Ceci s'explique par l'attention dédiée à l'accompagnement rapproché des personnes accueillies, contraignant fortement les effets de masse.

- L'autonomie financière de l'initiative semble quant à elle rarement élevée. Quand elle l'est, c'est grâce à la mobilisation d'acteurs nombreux et variés, ou grâce à une contribution économique plus importante des bénéficiaires eux-mêmes.

3 : Quelques enseignements sur les initiatives de solidarité alimentaire

Nous proposons d'aborder dans cette section des enseignements plus généraux qui nous semblent ressortir de notre projet de recherche sur la quarantaine d'initiatives de solidarités alimentaires identifiées et analysées en Bretagne, afin d'avancer certaines pistes de généralisation.

3.1 : Un jeu de constantes pour les initiatives SOLALTER

Au-delà des spécificités évoquées ci-dessus pour les initiatives de notre panel, certaines constantes révèlent des processus plus globaux, discutés d'ailleurs par les personnes impliquées dans cette recherche-action (chercheurs, étudiants et FR CIVAM) et par les nombreux participants présents aux comités de pilotage ou conférences annuelles dédiées au projet (Darrot et al., 2015 ; 2013). Ces constantes valables pour l'ensemble de nos 43 initiatives – et observées également dans d'autres territoires et d'autres contextes (Pleyers, 2011 ; Touret et al., 2011 ; RRF, 2010), concernent les facteurs jouant sur l'émergence et le fonctionnement des initiatives. En s'appuyant sur notre panel de 8 initiatives, nous proposons ainsi dans un premier temps une illustration des situations observées.

Tout d'abord, développer les partenariats indispensables au fonctionnement de ces systèmes alimentaires solidaires nécessite de s'appuyer sur une dynamique d'échanges en réseau à plusieurs échelles (agglomération, canton, région). Ces réseaux se mobilisent par exemple

autour de questions centrales comme la logistique, la formation, ou l'application des aspects réglementaires, ce qui procure une plus grande visibilité aux actions. L'initiative brestoise du Cabas des Champs porte par exemple une attention particulière aux opérations de communication en multipliant les supports en interne : affichage, création de messages électroniques pour le fonctionnement de l'association, réalisation d'enquêtes de satisfaction, réunions régulières entre bénévoles.

L'implication des collectivités territoriales – au premier rang desquelles les communes ou les intercommunalités – se révèle décisive pour toutes les initiatives investiguées. Leurs actions portent sur les moyens humains (implication d'élus et des travailleurs sociaux sur le terrain, au plus près des initiatives), les soutiens financiers (subventions au démarrage, en cours de projet ou dans sa continuité) ou logistiques (par la mise à disposition de terrains ou le prêt de locaux par exemple). Plusieurs des jardins collectifs bretons engagés dans la solidarité alimentaire locale – les Jardins de la rencontre briochins, celui de Bruz ou d'Optim services à Riantec – ont ainsi bénéficié de l'obtention d'un prêt de terre ou terrains par leurs municipalités respectives.

Des actions menées en termes de sensibilisation et/ou d'éducation à l'alimentation autour d'une offre diversifiée de produits apparaissent également essentielles pour la pérennisation des initiatives, tant au niveau des pratiques – du jardinage aux ateliers cuisine en passant par les réflexions autour du budget d'achat alimentaire. Chez Optim services par exemple, les jardiniers déjeunent tous les jeudis à partir des légumes qu'ils ont eux-mêmes contribués à cultiver et à récolter dans les parcelles.

L'accessibilité sociale des produits constitue un autre point-clef, avec des solutions telles que la modularité des prix au sein des groupements d'achats de paniers frais et locaux, ou la

souplesse (notamment temporelle) dans les formes d'engagement ou de fonctionnement de l'initiative. Plusieurs expérimentations sur une tarification préférentielle pour certains adhérents ont ainsi été menées, par exemple pour les jardiniers en « ré-insertion » chez Optim services, ou pour les collectifs de consom'acteurs brestois du Cabas des champs ou rennais de l'AMAP Monde du Blosne.

La prise en compte des besoins sociaux des publics bénéficiaires, notamment quant aux aspects de convivialité et d'inclusion sociale, reste une problématique fréquemment évoquée dans les facteurs de pérennisation des initiatives. Les leviers mobilisés ne portent pas sur l'alimentation elle-même, mais plutôt sur l'amélioration des conditions d'accueil des bénéficiaires (qualité des locaux, écoute des bénévoles...), le développement d'activités annexes à la seule réception de colis alimentaires (ateliers loisirs, points-cafés...) ou sur une participation (encore) plus « active » des bénéficiaires. À ce titre, l'Epicerie sociale de Lorient, gérée par le CCAS de la ville dispose depuis l'été 2014 de locaux et de mobiliers neufs, en partie mutualisés au sein d'une « Maison de la solidarité » qui permet, sur un même lieu, de générer une mixité des publics et une synergies d'actions (notamment avec d'autres antennes alimentaires).

3.2 : Des solidarités alimentaires entre certitudes et contraintes

Cette recherche-action, au caractère exploratoire, a procuré un premier jeu d'observations qui méritent d'être approfondies et régulièrement actualisées. Les diagnostics départementaux (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014), le séminaire final du projet (Darrot *et al*., 2015)[7] ainsi qu'une fiche synthétique des premiers résultats (Berger *et*

[7] Le compte rendu de ce séminaire final SOLALTER du 20 janvier 2015 avec quelques 80 participants issus du monde agricole, associatif et social permet de détailler quelques éléments de ce débat (cf. Darrot *et al.*, 2015). [En ligne] URL : http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional/conference-du-20-janvier-2015

al., 2015) soulignent notamment que l'accès à l'alimentation de qualité n'est pas une fin en soi mais reste davantage prétexte à retrouver du mieux-être, de la convivialité et du lien social, au-delà du simple fait de mieux se nourrir (cf. à ce titre Delavigne et Montagne, 2008). Plusieurs travaux similaires à la recherche-action SOLALTER se sont déployés et renforcés simultanément dans d'autres régions, générant des enseignements en réseau extrêmement précieux pour l'émergence ou la consolidation de ces initiatives.

Certains travaux ont par exemple montré que les jardins collectifs oscillent bien souvent entre une fonction productive – surtout en qualité – et une fonction de loisirs. Pour « si petits qu'ils soient », plusieurs analyses soulignent « l'importance de leur fonction nourricière face à la pauvreté, […] en ville comme à la campagne » (Gallien *et al.*, 2012, p.321). Ces jardins offrent ainsi la possibilité à une diversité de publics de « produire des légumes qu'ils choisissent et qu'ils récoltent eux-mêmes » (Pourias *et al.*, 2012, p.347). Enfin, ce rapport au jardinage semble participer à un effet d'entrainement sur la consommation en fruits et légumes intéressant sur le plan nutritionnel tout en contribuant aussi à retisser un lien entre production et consommation, comme par exemple sur le processus de culture des produits (saisonnalité, contraintes « techniques »,..) (Der Hartigh, 2013 ; Pourias et al., 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

De leur côté, les expérimentations réussies en termes d'approvisionnement régulier et relocalisé de certaines antennes alimentaires et des épiceries sociales et solidaires semblent permettre une réelle amélioration des habitudes alimentaires des populations bénéficiaires de ce dispositif ainsi qu'un soutien plus prononcé à la production agricole paysanne locale (Le Velly et Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne, 2012). En effet cette mise à disposition à faible prix de fruits et de légumes frais et locaux se traduit par une hausse de la

fréquence de consommation de ces aliments, facteur d'alimentation équilibrée, ainsi que par l'amorce de réflexions sur la qualité des aliments, renforcées dans la pratique par la mise en place de divers ateliers culinaires autour de la transformation et de la préparation de ces produits (Birlouez, 2009). Par ailleurs, le dispositif mis en place sur le marché expérimental analysé par Le Velly et Paturel (2013) s'est ainsi organisé sur le plan logistique sur un approvisionnement local (au sens de « proche » plus que de « court »), reposant sur l'intermédiation des grossistes régionaux travaillant sur le site du MIN, ceci afin d'une part d'assurer la régularité de l'antenne héraultaise des Restos du Cœur, tout en ne surchargeant pas le travail des bénévoles.

Le cumul de ces travaux de recherche et autres recueils d'expériences souligne toutefois les nombreuses et diverses difficultés et contraintes que ces initiatives doivent surmonter afin de se pérenniser dans le temps comme dans l'espace.

Au niveau des groupements d'achat et des paniers de produits locaux plus solidaires, Mundler (2013) ou bien encore Richard *et al.* (2014) estiment que les difficultés rencontrées par ces dispositifs pour s'ouvrir à des milieux sociaux variés s'expliquent avant tout par des barrières plus sociologiques qu'économiques, autrement dit par les difficultés rencontrées par les populations plus défavorisées à s'ouvrir à des dispositifs amapiens offrant encore une image d'adhérents à forts capital social et culturel. De ce fait, il se peut que les efforts faits pour adapter le prix des paniers aux revenus des familles ne soient pas la réponse adéquate à l'ouverture sociale visée, sauf peut-être pour les populations les plus en difficulté. De leur côté, l'ensemble des analyses sur les jardins collectifs reconnaissent toutes unanimement les difficultés liées à l'accès au foncier et à la mise en place d'un accompagnement technique et social qui peuvent ainsi réduire leurs ambitions de mieux-être social et de convivialité (surtout

en milieu urbain) (D'andréa et Tozzi, 2014; Der Hartigh, 2013 ; Pourias *et al.*, 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

Le développement des épiceries sociales comme les projets de relocalisation de l'approvisionnement des antennes alimentaires ne s'effectuent également pas sans heurts et « bricolages ». Plusieurs études soulignent les priorités divergentes des acteurs en termes par exemple de capacité de stockage des produits frais ou d'écoulement des surplus, les « résistances » aux changements des habitudes alimentaires des bénéficiaires (mais aussi des pratiques d'organisation des bénévoles), les débats concernant les types de producteurs locaux à sélectionner,... Par ailleurs, dans un contexte de changement de financement européen, qui oblige à s'interroger non pas sur le fondement de l'aide alimentaire mais sur son organisation, l'agrément récent de nouveaux opérateurs pousse à une concurrence extérieure accrue pour l'accès aux ressources avec les antennes alimentaires « historiques » (Le Velly et Paturel, 2013 ; Delavigne, 2012 ; Amistani et Terrolle, 2008).

Enfin, au-delà des entretiens que nous avons menés et très largement centrés sur les projets et leurs « facilitateurs », il conviendrait d'approfondir les connaissances sur le rôle de deux acteurs majeurs de ces initiatives, que sont les producteurs agricoles d'une part (Paturel *et al.*, 2015), et les mangeurs à petit budget « bénéficiaires » de ces divers dispositifs de soutien alimentaire d'autre part (Delavigne et Montagne, 2008)8. En effet, travailler sur un approvisionnement local des antennes alimentaires ou sur une « démocratisation » des systèmes alimentaires territorialisés devrait être une façon « d'amener à réfléchir à la situation des agriculteurs qui produisent les denrées distribuées et sur le droit des usagers à une

[8] Appréhender ces publics « précaires » n'est toutefois pas chose aisée tant les sources et les contours de fragilisation économique et sociale recouvrent des réalités très complexes et fortement hétérogènes (Paturel *et al.,* 2015 ; Paturel, 2013 ; Delavigne et Montagne, 2008).

alimentation de qualité » (Paturel, 2013). Ces expériences reposent bien sûr sur une très forte volonté de mobilisation des acteurs : on s'étonne dans ces conditions de l'invisibilité des « aidés » et des producteurs agricoles, tant dans les débats publics que lors de la mise en œuvre de ces actions les concernant directement. Pour les porteurs de projet et les acteurs de l'aide alimentaire « une telle interpellation n'a pas lieu d'être, en comparaison de l'urgence de répondre aux besoins des familles bénéficiaires et de l'impératif d'organiser efficacement les circuits » (Le Velly et Paturel, 2013, p.9). Pour les bénéficiaires ou les agriculteurs, se faire entendre nécessiterait de de multiples conditions trop rarement réunies : sortir de l'urgence de la survie et de l'isolement qu'elle occasionne, se percevoir soi-même comme autorisé à une expression sociale digne, s'organiser en collectif et y trouver sa place… L'enjeu de la stigmatisation sociale comme chantier principal a été souligné par D. Paturel lors de la conférence conclusive de notre projet (Darrot *et al.,* 2015) : il s'agit à l'évidence d'une priorité en terme de chantier national.

Conclusion

Dans un contexte de massification des processus de précarité et de pauvreté qui entraîne de plus en plus de personnes à chercher des solutions « alternatives » pour accéder à l'alimentation se développent une multitude d'initiatives (groupements d'achats, jardins collectifs, épiceries sociales, partage et échange des produits de l'aide alimentaire, etc.). Le projet SOLALTER a tenté de les répertorier entre 2012 et 2014 sur le territoire breton. Notre recherche a notamment permis de souligner le foisonnement des initiatives (plus de quarante ont été décrites), une pluralité de lieux d'ancrage (des grandes agglomérations aux bourgs

ruraux) ainsi qu'une diversité formes de structuration et d'acteurs impliqués (associatifs, collectivités, bénéficiaires…).

Ce projet SOLALTER a reposé sur une démarche de recherche-action : au travers de diagnostics territoriaux départementaux, l'inventaire et la description de ces initiatives innovantes doit à terme permettre de mieux accompagner ces dernières dans leur progression, grâce notamment à une mise en réseau et à davantage de lisibilité et d'échanges d'informations et de pratiques entre acteurs de ces initiatives (par le biais de comités de pilotage, de journées d'échanges, de monographies détaillées, d'une plate-forme Internet, l'édition d'un guide...). L'analyse de la portée transformatrice de ces initiatives de solidarités alimentaires met à jour des constantes en termes de contraintes mais aussi de leviers pour l'action autour de la réduction de la stigmatisation des bénéficiaires, de la sensibilisation à l'alimentation locale, de la formation des bénévoles, des formes d'implication des collectivités… Ces contraintes et leviers sont en revanche appréhendés de manière variable selon les formes prises par ces initiatives.

Notre recherche a également permis de prolonger les réflexions d'autres travaux révélant que les systèmes alimentaires territorialisés offrent, dans leur diversité, une réelle opportunité pour interroger et se réapproprier les conditions d'élaboration de notre alimentation. Les débats portent notamment sur les modèles économiques agricoles à vocation industrielle et fortement subventionnés autour desquels s'organisent encore majoritairement une aide alimentaire fortement institutionnalisée (Darrot *et al.*, 2015 ; Paturel, 2013 ; 2010b ; Duboys de Labarre, 2013). En cherchant à reconstruire des formes d'autonomie par le développement de pratiques d'autoproduction, d'entraide et de solidarités de proximité, encourageant à davantage d'équité économique et de mixité sociale, ces systèmes tentent à leur niveau d'enrayer le schéma de

dépendance et de stigmatisation des populations aidées. Outre leur réelle viabilité pour soutenir les personnes en difficulté, ces circuits alimentaires se positionnent comme « des pistes prometteuses dans la façon dont ils donnent aux personnes plus de choix dans l'accès à une alimentation choisie et non subie » (Paturel, 2013).

Par ailleurs, le nombre et les formes des initiatives de solidarités alimentaires sont actuellement en forte évolution. Cette effervescence incite d'ailleurs à préserver flexibilité et ouverture quant à la définition de catégories pour décrire ces initiatives. Nombre d'entre elles passent actuellement les frontières entre circuits courts et circuits longs, entre don alimentaire et inclusion sociale, entre aide alimentaire subventionnée et initiatives citoyennes spontanées, entre bénévoles et bénéficiaires… Par exemple, des expériences sur le gaspillage alimentaire (menés notamment par les DRAAF conjointement avec l'ADEME) mobilisent à la fois des dons de produits agricoles du territoire et d'invendus de grandes-surfaces ; le développement des épiceries sociales et solidaires du réseau ANDES s'appuie sur un dispositif classique d'aide alimentaire pour y incorporer des produits frais du territoire tout en soutenant des agriculteurs en difficulté sur le territoire ; l'évolution de l'aide alimentaire ou bien encore les stratégies de réorganisation du secteur de la grande distribution visent à mieux « capter » la demande de familles à très petits budgets... De même que la question de formes de précarité, de marginalité (et donc de solidarités ?) spécifiques en fonction des lieux et des territoires dans lesquels ces processus se localisent reste elle aussi des plus ouvertes (cf. entre autres Hochedez et Mialocq, 2015).

Néanmoins, au-delà de ces initiatives de solidarités alimentaires territorialisées, l'arrivée de produits frais et locaux dans l'approvisionnement des antennes de l'aide alimentaire contribue à bouleverser pratiques et représentations, tant chez les bénéficiaires que chez les bénévoles

ou les porteurs de projets. Si elle souligne les questionnements voire certains dysfonctionnements, elle permet néanmoins d'ouvrir des voies innovantes pour l'organisation des dispositifs de l'aide alimentaire, et de son potentiel de reconnexion socio-spatiale. À ce titre, l'expérimentation et la structuration progressive de ces alternatives dans d'autres régions et dans d'autres processus de recherche interventionnelle nous amènent donc à nous questionner plus globalement sur les complémentarités à venir avec les dispositifs de l'aide alimentaire, eux-mêmes de plus en plus interpellés sur le sens même de leur lutte contre la pauvreté, au vu de leur poids économique et de leur rôle social. Ils nous invitent donc à réfléchir à une meilleure gouvernance afin de diminuer les inégalités qui subsistent dans l'accès à une alimentation de qualité pour tous, en impliquant l'ensemble des parties prenantes (producteurs, porteurs de projets, antennes d'aide alimentaire, bénévoles...) et en articulant toutes les échelles (du local au supranational), aux conditions d'une réelle « *justice alimentaire* » (Hochedez et Le Gall, 2016 ; Paddeu, 2012) ou « *démocratie alimentaire* » (Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne, 2012)[9].

Bibliographie

Amistani C. et Terrolle D. (2008), « L'alimentation des sans-abri », *Anthropology of food*, n°8. [En ligne] URL: http://aof.revues.org/4952. Consulté le 28 septembre 2015.

Berger B. et Guesdon J. (2013). *Les circuits courts alimentaires en Bretagne*. Rennes, FRCIVAM Bretagne – Réseau rural breton. [En ligne] URL : http://www.civam-bretagne.org/files/fil_bd/CC/Etatdeslieux_Circuits_courts_web.pdf

Berger B., Noel J., Darrot C. (2015), *Vers un système alimentaire solidaire en Bretagne. Résultats de l'étude Solidarités alimentaires territorialisées (SOLALTER) en Bretagne*,

[9] Ces discussions sont notamment amenées à se poursuivre au sein du récent Réseau mixte technologique « Chaînes alimentaires courtes de proximité » qui a vu le jour en début d'année 2015. Plus d'informations sur : https://www.gis-relance-agronomique.fr/Dispositifs-en-interaction-avec-le-GIS-Relance-agronomique/Les-RMT/RMT-CACP. Mais également au sein de divers conseils locaux de l'alimentation (« food councils ») en cours d'élaboration en France, comme dans un certain nombre d'autres pays industrialisés.

Agrocampus-Ouest/FR CIVAM Bretagne, Rennes, mai, 8p. [En ligne] URL: http://www.projet-solalter.org/guide-solalter. Consulté le 12 mars 2016.

Birlouez E., 2009, « L'insécurité alimentaire en France », *POUR*, n°202-203, p.73-78.

- Bleue comme une orange (2012), *La consommation de fruits et légumes locaux par les populations précaires sur le territoire toulousain. L'alimentation comme support de développement social*, étude-action, Toulouse. [En ligne] URL : http://www.documentation.pnr-scarpe-escaut.fr/opac/doc_num.php?explnum_id=235 Consulté le 14 octobre 2015.

César C. (2008), « Dépendre de la distribution d'aide alimentaire caritative », *Anthropology of food*, vol.8, 9p. [En ligne] URL : http://aof.revues.org/50736. Consulté le 28 septembre 2015.

Chrétien M. (2012), *Étude de l'accès des populations défavorisées aux produits agricoles locaux en Ille-et-Vilaine*, Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome, Agrocampus-Ouest, Rennes.

Colbert E., Del Vitto A., Devine M., Dufreneix F., Gault C., Launay W., Pfab J., Ray C., Rivera M., Touchane M. (2014), *Analyse-diagnostic des initiatives de solidarités alimentaires territorialisées dans le département du Morbihan*, Rapport de Master 1 (cursus Agronomie), Agrocampus-Ouest, Rennes.

D'Andréa N. et Tozzi P. (2014), « Jardins collectifs et écoquartiers bordelais : de l'espace cultivé à un habiter durable ? », *Norois*, vol. 231, n°1, p.61-74.

Darrot C., Noel J., Berger B. (2015), « Vers des Solidarités Alimentaires Territorialisées : résultats et perspectives », *Séminaire final SOLALTER (Solidarités Alimentaires Territorialisées en Bretagne)*, 20 janvier, Agrocampus-Ouest/FR CIVAM Bretagne, Rennes. [En ligne] : http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional

Darrot C., Noel J., Berger B. (2013), « Vers des Solidarités Alimentaires Territorialisées : enjeux et pistes de réflexions ». *Journée d'échanges SOLALTER*, 16 décembre, Agrocampus-Ouest/FR CIVAM Bretagne, Rennes. [En ligne] : http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional

Delavigne A.-H. (2012), « Logique du local et pratiques territoriales dans une action d'aide alimentaire », *POUR*, n°215-216, p.295-303.

Delavigne A.-H. et Montagne K. (2008), « De la honte d'avoir faim dans un pays riche », *Anthropology of food*, n°8. [En ligne] URL: http://aof.revues.org/4243. Consulté le 28 septembre 2015.

Der Hartigh C. (2013, « Jardins collectifs urbains : leviers vers la transition ? », *Mouvements*, vol.75, n°3, p.13-20.

Duboys de Labarre M. (2013), « Accessibilité et relocalisation alimentaire : un renouveau du lien entre agriculture et aide alimentaire ? », Colloque *Nouvelles formes d'agriculture* (20-21 nov.), communication orale, INRA-SAD, UMR CESAER-AgroSup, Dijon. [En ligne] URL : http://prodinra.inra.fr/ft?id={E97D50B4-301D-444C-906C-4F94BC7413AC} Consulté le 28 septembre 2015.

Gautier J. (2014), *Caractérisation des initiatives de solidarité alimentaire en Finistère et analyse des freins et leviers à leur développement à l'échelle de la Bretagne*, Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome, SupAgro, Montpellier.

Hochedez C. et Le Gall J. (2016), « Justice alimentaire et agriculture », *Justice spatiale | spatial justice*, n°9, 31p. [En ligne] URL : http://www.jssj.org/wp-content/uploads/2016/02/JSSJ9_00_FR.pdf. Consulté le 15 mars 2016.

Hubaux S. (2011). « Le Groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve: convivialité et engagement », in *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, coordonné par G. Pleyers , Paris, Desclée de Brouwer, p. 91-110.

Le Bihan G., Richard C., Kieffer M. (2012), « *Fruits et légumes pour tous. Recueil d'expériences favorisant l'approvisionnement et la consommation de fruits et légumes des bénéficiaires de l'aide alimentaire* », Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Languedoc-Roussillon (IREPS-LR), Montpellier. [En ligne] URL : http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/0/40/54/12/2014/F-L_final_0314.pdf Consulté le 19 octobre 2015.

Le Coq M-P. (2013), *Le développement de la solidarité alimentaire dans les Côtes D'Armor, Proposition d'une alternative à l'aide alimentaire pour une égalité devant l'accès aux produits de qualité et de proximité*. Mémoire de Master 2 GEOGRAM, Université, Orléans.

Le Velly R. et Paturel D. (2013), « Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, vol.94, n°4, p.443-465.

Loisel J-P., François M., Chiffoleau Y., Hérault-Fournier C., Sirieix L., Costa S. (2014), « *La consommation alimentaire en circuits courts : enquête nationale* », GRET, Paris. [En ligne] URL : http://site.gret.org/codia/IMG/pdf/quanti_codia.pdf. Consulté le 14 octobre 2015.

Manzon E. (2012), « Le PNA et l'accès de tous à une bonne alimentation : exemples d'action en Rhône-Alpes », *POUR*, n°215-216, p.305-312.

Mundler P. (2013), « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes », *Économie rurale*, n°336, p.3-19.

Paddeu F. (2012), « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO*, vol.12, n°2, 22p. [En ligne] URL : http://vertigo.revues.org/12686. Consulté le 12 décembre 2015.

Paturel D., Marajo-Petitzon E., Chiffoleau Y. (2015), « La précarité alimentaire des agriculteurs », *POUR*, n°225, p.77-81.

Paturel D. (2013), *Aide alimentaire et accès à l'alimentation.* INRA, UMR Innovation, Montpellier. [En ligne] URL: http://www.les-seminaires.eu/aide-alimentaire-et-acces-a-lalimentation Consulté le 3 novembre 2015.

Paturel D. (2012), « Un hiver pas comme les autres », *POUR*, n°215-216, p. 285-293.

Paturel D. (2010a), « Alimentation et lien social : les circuits courts comme alternative ? », *Revue Economique et Sociale*, vol.68, n°4, p.41-43.

Paturel D. (2010b), « Circuits courts et équité sociale », *Revue économique et sociale*, vol.68, n°4, p.61-70.

Pleyers G. (2011), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris, 321 p.

Pourias J., Daniel A-C., Aubry C. (2012), « La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question », *POUR*, n°215-216, p.333-347.

Renting H., Schermer M., Rossi A. (2012), "Building food democracy: exploring civic food networks and newly emerging forms of food citizenship", *International Journal of sociology of agriculture and food*, vol.19, issue 3, p.289-307.

Réseau rural français (RRF) (2010), *Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et Analyse d'expériences conduites sur les territoires ruraux et périurbains*, Groupe de Travail Thématique « Alimentation agriculture », Paris. [En ligne] URL: http://www.reseaurural.fr/files/contenus/2173/circuits_courts_syntheseannexes_110114.pdf Consulté le 14 octobre 2015.

Richard F., Chevallier M., Dellier J., Lagarde V. (2014), « Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale », *Norois*, vol.230, n°1, p.21-39.

Tourret C., Fournier Q., Labriet J. (2011), *Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique. Recueil d'expériences innovantes*, Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), Paris. [En ligne] URL: http://www.fnab.org/images/files/Se%20former%20s%20'informer/Nos%20publications/Recueil-CPAB.pdf. Consulté le 14 octobre 2015.